

a.

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE
L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS (S-CP 120.01)**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 26/02/2016 CONCERNANT LA
MODIFICATION ET LA COORDINATION DU FONDS SOCIAL DENOMME FONDS
D'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE VERVIERS A
LA DATE DU 01/08/2015**

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises textiles ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers. Pour l'application de la présente convention, on entend par « ouvrier », les ouvriers et les ouvrières.

Article 2

Les statuts coordonnés du fonds social dénommé « Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile de Verviers » sont joints en annexe.

Article 3

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} août 2015 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée à la présidente de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 4

La convention collective de travail du 07/03/1988 (A.R. du 22/06/1988 – M.B. du 09/08/1988) réformant les statuts du fonds social dénommé « Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile de Verviers » modifiée par la convention collective de travail du 25/09/1990 (A.R. du 18/01/1991 – M.B. du 21/02/1991, par la convention collective de travail du 22/11/1993 (A.R. DU 30/09/1994 – M.B. du 19/10/1994), par la convention collective de travail du 28/11/2001 (A.R. du 27/01/2006 – M.B. du 29/03/2006), par la convention collective de travail du 26/09/2006 (A.R. du 09/09/2008 - M.B. du 30/10/2008), par la convention collective de travail du 30/11/2007 (A.R. du 30/07/2008 – M.B. du 19/09/2008) et par la convention collective de travail du 11/05/2009 (enregistrée le 12/11/2009 sous le n° 95605) est abrogée.

Article 5

La présente convention remplace et annule la convention collective de travail du 11 mai 2009.

Neerlegging-Dépôt: 08/03/2016
Regist.-Enregistr.: 25/07/2016
N°: 134046/CO/120.01

Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 février 2016 betreffende de wijziging en coördinatie van de statuten van het sociaal fonds genaamd "Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile de Verviers" de dato 1 augustus 2015

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan : de arbeiders en arbeidsters.

Art. 2. De gecoördineerde statuten van het sociaal fonds genaamd "Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile de Verviers" zijn bijgevoegd als bijlage.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 augustus 2015 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Art. 4. De collectieve arbeidsovereenkomst van 7 maart 1988 (koninklijk besluit van 22 juni 1988 - Belgisch Staatsblad van 9 augustus 1988), tot herziening van de statuten van het Sociaal fonds genaamd "Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile de Verviers" gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 1990 (koninklijk besluit van 18 januari 1991 - Belgisch Staatsblad van 21 februari 1991), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 november 1993 (koninklijk besluit van 30 september 1994 - Belgisch Staatsblad van 19 oktober 1994), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 november 2001 (koninklijk besluit van 27 januari 2006 - Belgisch Staatsblad van 29 maart 2006), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 september 2006 (koninklijk besluit van 9 september 2008 - Belgisch Staatsblad van 30 oktober 2008), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2007 (koninklijk besluit van 30 juli 2008 - Belgisch Staatsblad van 19 september 2008) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2009 (geregistreerd onder het nr. 95.605/CO/120.01) wordt opgeheven.

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst annuleert en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2009.

FONDS D'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE
DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE VERVIERS

STATUTS COORDONNES

CHAPITRE I.- DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE

Article 1.-

Il est institué à partir du 7 mars 1988 un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds d'Assurance Complémentaire de l'Industrie textile verviétoise", ci-après désigné par "le Fonds".

Article 2.-

Le siège du Fonds est établi à l'adresse suivante : avenue du Parc 42 à 4650 CHAINEUX.

Article 3.-

Le Fonds a pour but :

- 1°) d'octroyer aux ouvriers visés à l'article 5 des avantages sociaux supplémentaires;
- 2°) de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
- 3°) d'assurer le paiement des avantages;
- 4°) le financement et l'organisation de formation d'ouvriers par les organisations représentées au sein de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-CP 120.01);
- 5°) le financement de la formation syndicale et socio-professionnelle des ouvriers du secteur, ainsi que la mission d'information relative à l'application des dispositions légales et conventionnelles pour les employeurs du secteur textile.
- 6°) d'assurer l'application de la convention collective de travail conclue le 8 mai 1973 au sein du Conseil National du Travail et relative aux licenciements collectifs, convention rendue obligatoire par arrêté royal du 6 août 1973, modifiée par celle du 2 octobre 1975, rendue obligatoire par arrêté royal du 1^{er} décembre 1975;
- 7°) de rétribuer aux organisations représentatives, membres de la S-CP 120.01, les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux.
- 8°) de promouvoir la réadaptation professionnelle des chômeurs involontaires et de contribuer à assurer l'exécution des mesures prévues pour l'organiser au moyen de services de réadaptation.

Article 4.-

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

Il peut y être mis fin par chacune des organisations patronales et syndicales représentées à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de ladite sous-commission paritaire.

CHAPITRE II – CHAMP D'APPLICATION

Article 5.-

Ces statuts sont d'application aux employeurs et aux ouvriers occupés par eux ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01).

Il est entendu dans les présents statuts par "*ouvriers*" : les ouvriers et ouvrières et ci-après par "*ouvrier*" : l'ouvrier et l'ouvrière.

CHAPITRE III.- BENEFICIAIRES ET MODALITES D'OCTROI ET DE PAIEMENT

SECTION 1.- ALLOCATIONS COMPLEMENTAIRES DE CHOMAGE

BENEFICIAIRES

Article 6.-

Pour bénéficier des allocations complémentaires en cas de chômage partiel, les ouvriers doivent, sous réserve des dispositions prévues à l'article 17, avoir la qualité d'ouvrier habituel occupé à un travail salarié dans l'industrie textile verviétoise au sens de l'article 7 et apporter la preuve qu'ils se sont inscrits dans une démarche volontaire de solidarité institutionnelle entre travailleurs au cours des deux dernières années.

Article 7.-

Sont considérés comme ouvriers habituels occupés dans l'industrie textile verviétoise ceux qui, au cours de la période de six mois précédant leur demande d'indemnisation, période dite de stage, ont été sans discontinuer au service d'un ou de plusieurs employeurs de l'industrie textile ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 8.-

Sont exclus du bénéfice des allocations complémentaires de chômage, les ouvriers qui :

- a) cumulent un emploi dans l'industrie textile et une profession ou activité accessoire en vertu de laquelle ils sont exclus du bénéfice de l'assurance chômage;

- b) qui bénéficient d'un régime de prépension ou qui peuvent prétendre au bénéfice de la pension.

TAUX ET MODE DE CALCUL

Article 9.-

Le taux de la cotisation due trimestriellement par l'ensemble des employeurs au Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise est réduit de 0,62 % et est par conséquent fixé à 2,38 % à partir du 1^{er} juillet 2005 jusqu'au 31 janvier 2007.

La réduction de 0,62 % étant prolongée du 1^{er} février 2007 au 31 décembre 2010, le taux reste fixé à 2,38 % pour la période du 1^{er} février 2007 au 31 décembre 2010.

Les employeurs liés par la CCT 2007-2010 s'engagent à prendre des mesures en vue de provisionner les fonds sociaux en cas de diminution excessive des réserves.

L'évolution des réserves sera analysée au cours du 1^{er} trimestre de chaque année civile et ce, à partir de 2008.. Le référentiel est le montant des réserves au 31 décembre 2006.

Par diminution excessive des réserves nécessitant des mesures de sauvegarde, il faut entendre une diminution moyenne supérieure à 5 % pendant les six derniers mois; le plancher absolu entraînant un approvisionnement automatique afin de les stabiliser étant une diminution de 50 % par rapport au 31 décembre 2006.

Les points relatifs aux fonds sociaux et aux cotisations y afférentes doivent faire l'objet d'une approbation par le comité de gestion des fonds.

Article 10.-

Les allocations complémentaires de chômage allouées par le Fonds sont réservées aux ouvriers membres de la sous-commission paritaire 120.01 et qui ont apporté la preuve qu'ils se sont inscrits dans une démarche volontaire de solidarité institutionnelle entre travailleurs au cours des deux dernières années.

Article 11.-

Les travailleurs en chômage temporaire (régime 6 jours) bénéficient pour chaque jour de chômage d'une allocation complémentaire de chômage de 4,96 € à partir du 1^{er} janvier 1999. Cette somme est fixée à 5 € à partir du 1^{er} juin 2003. Ce montant est porté à 5,50 € par jour à partir du 1^{er} juin 2007 et passera à 6 € par jour à partir du 1^{er} janvier 2008.

Article 12.-

§ 1 L'ouvrier qui répond aux conditions fixées par l'article 13 et qui est victime d'un licenciement dans l'entreprise tombant sous l'application de cette convention, reçoit par jour, dans le régime de la semaine de 6 jours auquel il peut prétendre aux allocations légales de chômage, une allocation complémentaire de chômage de 2,48 €, à charge du Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise. Cette somme est fixée à 2,50 € à partir du 1^{er} juin 2003.

Cette allocation est limitée à un nombre maximum de jours comme indiqué à l'article 14.

Depuis 1993, les nouveaux ayants droit âgés de 50 ans et plus reçoivent une allocation complémentaire de chômage fixée à 2,48 € par jour. Cette somme est fixée à 2,50 € à

partir du 1^{er} juin 2003. Depuis le 01.01.1999, ils reçoivent cette allocation complémentaire de chômage pendant une durée maximum de 100 mois.

§ 2 A partir de 2001, une allocation supplémentaire de chômage de 3,72 €/jour (régime 6 jours) est octroyée à l'ouvrier qui est licencié pour quelque raison que ce soit, sauf pour motif grave, et qui a atteint au moins l'âge de 54 ans au moment où son contrat prend fin et ce jusqu'à l'âge de la pension légale.

Cette allocation ne peut toutefois être cumulée avec le régime de prépension conventionnelle, ni avec le régime de pension légale.

L'ouvrier doit prouver 40 ans de carrière professionnelle dont 20 ans d'activité dans le secteur textile et être chômeur indemnisé.

Article 13.-

Pour pouvoir bénéficier de l'allocation de chômage telle que définie par l'article 12, l'ouvrier doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) être engagé pour une durée indéterminée;
- b) dans le cadre de l'engagement à durée indéterminée, avoir au moins un an d'ancienneté ininterrompue dans l'entreprise au moment de la notification du licenciement;
- c) être licencié pour une raison autre que motif grave.

Article 14.-

Compte tenu du fait que l'âge est souvent un critère déterminant lors de la recherche d'un nouvel emploi, l'allocation complémentaire de chômage prévue à l'article 12, §1 est accordée pour le nombre maximum de mois indiqué ci-après constaté par convention :

- a) en cas de licenciement par suite de fermeture ou de réorganisation, de désengagement ou par suite d'augmentation de productivité :

- ouvrier âgé de moins de 30 ans : 12 mois
- ouvrier âgé de 30 ans à moins de 40 ans : 18 mois
- ouvrier âgé de 40 ans à moins de 50 ans : 60 mois
- ouvrier âgé au moins de 50 ans : 100 mois

- b) en cas de licenciement pour une raison autre que celle définie sous a) :

- ouvrier âgé de moins de 30 ans : 4 mois
- ouvrier âgé de 30 ans à moins de 40 ans : 6 mois
- ouvrier âgé de 40 ans et plus : 12 mois

Les délais d'octroi maximum sont fixés en fonction de l'âge que le bénéficiaire atteint au moment de la notification du licenciement (avec ou sans préavis).

Article 15.-

- Si, lors d'une nouvelle occupation dans l'industrie textile, l'ouvrier est une nouvelle fois licencié, le nombre de mois d'indemnisation est déterminé en tenant compte de la nature du licenciement et de l'âge requis lors de ce dernier licenciement, sous déduction toutefois du nombre de jours d'allocation complémentaire de chômage dont le travailleur a déjà bénéficié suite au(x) licenciement(s) précédent(s).

- Les délais d'octroi maximum commencent à courir à partir et en fonction de l'âge atteint le premier jour donnant droit à l'allocation de chômage.
- Le crédit de jours d'allocation complémentaire de chômage auquel l'ouvrier a droit conformément à l'article 14 peut être épuisé sans limite dans le temps, à moins que le bénéficiaire soit occupé dans un autre secteur d'activité, en quel cas, le droit au crédit de jours non utilisés expire après deux années d'occupation.
- Le droit à l'allocation complémentaire de chômage prend fin en cas de prépension.

Article 16.-

Une allocation complémentaire de 2,48 € par jour (régime 6 j/sem.) est octroyée pendant une période de maximum 36 mois aux ouvriers malades de longue durée qui sont licenciés pour tout motif quelconque en-dehors du motif grave pendant la période couverte entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2000. L'octroi de cette allocation complémentaire est prolongé tacitement pour 2001-2002 par la C.C.T. du 10.09.1999, modifiant la C.C.T. du 18.06.1999 pour les années 1999-2000. Cette allocation est fixée à 2,50 € à partir du 1^{er} juin 2003 et l'octroi de cette allocation est tacitement prolongé pour 2003-2004 par la C.C.T. du 20.06.2003, pour 2005-2006 par la C.C.T. du 19.08.2005 et pour 2007-2010 par la CCT du 28.06.2007.

Il y a lieu de considérer comme ouvrier malade de longue durée, l'ouvrier qui se trouve en état d'incapacité de travail pendant une période ininterrompue de 6 mois minimum en raison d'une maladie ou d'un accident de droit commun.

CONDITIONS D'INDEMNISATION

Article 17.-

Pour pouvoir prétendre au bénéfice des allocations, l'ouvrier doit :

- 1°) fournir la preuve qu'il satisfait aux conditions d'admission. Lorsqu'il n'a pas émargé au Fonds durant les six mois qui précèdent la demande d'indemnisation, il est tenu de refaire la preuve qu'il satisfait aux conditions d'admission;
- 2°) être privé de travail et de rémunération par suite de circonstances indépendantes de sa volonté et bénéficier, à ce titre, pour les journées de chômage qui en résultent, des allocations de chômage légales.

L'ouvrier qui est astreint à un stage prolongé en matière d'assurance chômage est assimilé à celui qui bénéficie effectivement des allocations de chômage dès l'instant où il peut justifier être au service d'employeurs assujettis depuis six mois consécutifs;

- 3°) accepter tout emploi qui lui est offert, s'il est chômeur complet;
- 4°) ne pas refuser de souscrire à une convention de "mutation temporaire" conforme aux prescriptions conventionnelles arrêtées en la matière;
- 5°) déclarer qu'il accepte les possibilités de réadaptation professionnelle qui lui seraient offertes par le Fonds.

FORMALITES

Article 18.-

L'employeur est tenu de délivrer à l'ouvrier qui sollicite, pour la première fois, le bénéfice des allocations, une attestation conforme au modèle arrêté par le Comité de gestion du Fonds, justifiant que le demandeur remplit la condition de stage prévue par l'article 7.

Ladite attestation est à renouveler chaque fois qu'il y a interruption de plus de six mois dans l'indemnisation.

Article 19.-

Les ouvriers ayant atteint l'âge de la retraite qui ne peuvent prétendre au bénéfice de la pension complète et qui sollicitent le bénéfice des allocations du fait qu'ils continuent à travailler sont tenus, à l'appui de leur demande, de produire une attestation à l'un des organismes payeurs.

Article 20.-

Sont exclus du bénéfice de l'allocation complémentaire de chômage, les ouvriers :

- 1°) exclus de l'assurance chômage légale.-
La durée de l'exclusion correspond à la durée de l'exclusion du bénéfice de l'assurance chômage légale, à l'exception des causes d'exclusion dont question sous 2°) et 3°) ci-après;
- 2°) qui deviennent chômeurs par suite d'abandon volontaire du travail. -
La durée de cette exclusion coïncide avec la période d'exclusion de l'assurance chômage légale, sous réserve d'autres dispositions qui seraient prises à l'égard des intéressés;
- 3°) qui, étant chômeurs, refusent l'emploi qui leur est offert.-
La durée de l'exclusion coïncide avec celle de l'assurance chômage légale sous réserve d'autres dispositions qui seraient prises à l'égard des intéressés;
- 4°) qui refusent de souscrire à une convention de mutation temporaire.-
La durée de l'exclusion porte sur une période fixée en fonction d'éléments propres à chaque cas d'espèce;
- 5°) qui refusent les possibilités de réadaptation professionnelle.-
La durée de l'exclusion porte sur une période fixée en fonction d'éléments propres à chaque cas d'espèce.

Article 21.-

Les exclusions du bénéfice des avantages du Fonds sont prononcées dans les 15 jours des faits qui les justifient, par le comité de gestion du Fonds.

SECTION 2.- ALLOCATIONS D'ACTIVITE

Article 22.-

A partir de l'année 1999, les ouvriers au service d'un employeur assujetti et affiliés à une organisation représentative des travailleurs peuvent prétendre à une allocation annuelle d'activité d'un montant de 89,24 €.

A partir de 2001, le montant de cette allocation est porté à 114,03 €, à 122 € à partir de 2003, à 127 € à partir de 2005 et à 128 € à partir de 2007.

Cette allocation est également octroyée aux ouvriers ayant été pensionnés pendant l'année de référence et aux ouvriers ayant été licenciés pendant la période de référence par un employeur visé à l'article 5, sauf pour motif grave. A ces ayants droit cette allocation est payée pendant les cinq années suivant l'année de référence, sauf si le travailleur a repris une autre activité.

Cette allocation d'activité est accordée aux prépensionnés jusqu'à l'âge de la pension sans que cela puisse être inférieur à ce qui leur est accordé conformément aux dispositions statutaires existantes du Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise.

Cette allocation ne peut pas être cumulée avec un avantage social similaire auquel ces ouvriers peuvent prétendre chez un autre employeur.

Article 23.-

A partir du 01.01.1999, les allocations sont payées annuellement pour les entreprises germanophones et semestriellement pour les autres entreprises.

Article 24.-

Les ouvriers visés à l'article 20 perdent le droit à l'allocation d'activité en cas d'infraction aux dispositions conventionnelles garantissant la paix sociale et concernant l'accroissement de la productivité.

Cette mesure couvre toute la durée de l'infraction.

SECTION 3.- INDEMNISATION EN CAS DE LICENCIEMENT COLLECTIF

Article 25.-

Les ouvriers victimes de licenciements collectifs au sens de la convention collective de travail conclue le 8 mai 1973 au sein du Conseil National du Travail, rendue obligatoire par arrêté royal du 1^{er} décembre 1974 et modifiée par celle du 2 octobre 1975, rendue obligatoire par arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, bénéficient à charge du Fonds, des indemnités prévues par ladite convention.

Le secrétariat du Fonds transmet trimestriellement à l'employeur concerné un état des paiements effectués en application de la convention précitée, étant entendu que ledit employeur a pour obligation d'effectuer le remboursement au Fonds des sommes payées de la sorte aux ouvriers qu'il a licenciés et dont le licenciement tombe dans le champ d'application de la convention précitée.

Tout travailleur faisant l'objet d'une mesure de licenciement collectif visé ci-dessus ne peut cumuler les indemnités allouées en exécution de la convention collective susvisée du 8 mai 1973 avec les allocations complémentaires prévues sous la section I des présents statuts.

Article 26.-

Tout travailleur faisant l'objet d'une mesure de licenciement collectif ne résultant pas de l'application de la convention du 8 mai 1973 mais due à l'une des causes ci-après, bénéficie d'une indemnité spéciale à charge du Fonds d'assurance complémentaire :

- 1°) licenciements dus au fait que l'intensité du chômage ne permet plus à l'employeur d'organiser le travail à temps réduit dans les limites prescrites par la loi sur le contrat de travail et l'obligerait à une compression de ses effectifs de main-d'œuvre;
- 2°) licenciements dus à une adaptation de l'effectif du personnel de l'entreprise par suite d'une réduction d'activité à caractère permanent;
- 3°) licenciements dus à une rationalisation du travail dans l'entreprise;
- 4°) licenciements dus à une fermeture d'entreprise ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise.

Le montant de l'indemnité spéciale allouée dans les cas visés ci-dessus est fixé comme suit :

<u>Ancienneté dans l'entreprise</u>	<u>Montant de l'indemnité</u>
1 an à moins de 10 ans	74,37 €
10 ans à moins de 20 ans	111,55 €
20 ans et plus	173,53 €

Cette indemnité n'est cependant allouée en aucun cas aux ouvriers qui, étant licenciés par suite d'une des causes visées sous 1°), 2°) et 3°) ci-dessus, peuvent prétendre à l'indemnité prévue par la loi du 28 juin 1966.

SECTION 4.- ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE VACANCES

Article 27.-

Tout ouvrier au service ou ayant été au service d'une entreprise assujettie au Fonds au cours de la période de référence à prendre en considération et fixée par l'article 28 peut prétendre au bénéfice, à charge du Fonds, d'une allocation complémentaire de vacances.

Article 28.-

L'allocation complémentaire de vacances annuelles est égale au produit obtenu en multipliant un taux forfaitaire journalier fixé par le comité de gestion, par le nombre de jours de travail que l'ouvrier a effectivement fournis au cours de la période couverte par le 4^{ème} trimestre de l'année précédant celle qui fait l'objet du paiement et les trois premiers trimestres de l'année du paiement.

Le montant de base servant au calcul de l'allocation complémentaire de vacances est fixé à partir de 1999 à 5,70 € par jour presté en ce compris les jours de congé-éducation payés et à 2,97 € par jour assimilé.

A partir de 2001, ce montant de base est fixé à 5,95 € par jour presté en ce compris les jours de congé-éducation payés et à 3,22 € par jour assimilé.

A partir de 2003, ce montant de base est fixé à 6,20 € par jour presté en ce compris les jours de congé-éducation payés et à 3,40 € par jour assimilé.

A partir de 2005, ce montant de base est fixé à 6,45 € par jour presté en ce compris les jours de congé-éducation payés et à 3,54 € par jour assimilé.

A partir de 2007, ce montant de base est fixé à 7,41 € par jour presté en ce compris les jours de congé-éducation payés et à 3,88 € par jour assimilé.

A partir de 2009, ce montant de base est fixé à 7,63 € par jour presté en ce compris les jours de congé-éducation payés et à 3,99 € par jour assimilé.

Sont considérés comme des jours de travail effectif pour le calcul de l'allocation complémentaire de vacances :

- les jours d'incapacité de travail résultant d'un accident de travail;
- les jours de repos compensatoire octroyés en application de la convention relative à la réduction du temps de travail;
- les jours d'absence pour participation à des cours de formation syndicale payés par l'employeur mais remboursés par le Fonds d'assurance complémentaire;
- les jours de congé-éducation payés.

A partir de 1999, sont considérés comme jours assimilés :

- 10 jours de chômage économique par travailleur et par an; portés à 15 jours à partir de 2003, à 20 jours à partir de 2005 et à 30 jours à partir de 2007 ;
- les 290 premiers jours ouvrables durant lesquels le contrat est suspendu pour cause de maladie; fixés à 285 jours à partir de 2003, à 280 jours à partir de 2005 et à 270 jours à partir de 2007 ;
- les jours de repos d'accouchement.

Article 29.-

Le paiement de l'allocation complémentaire de vacances est assuré directement par le secrétariat du Fonds d'Assurance Complémentaire et est effectué annuellement au cours de la première quinzaine du mois de décembre.

Toute réclamation des bénéficiaires relative au paiement de l'allocation complémentaire de vacances est recevable pour autant qu'elle soit introduite auprès du secrétariat du Fonds dans le courant du premier trimestre civil qui suit l'année faisant l'objet du paiement.

Article 30.-

L'octroi de l'allocation complémentaire de vacances est financé par une cotisation due trimestriellement par l'ensemble des employeurs assujettis au "Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile verviétoise" et dont le taux est fixé depuis 1999 à

12,81 %. Ce taux a été diminué de 0,63 %, et a donc été fixé à 12,18 %, à partir de 2003 et est maintenu à 12,18 % jusqu'au 31 décembre 2010.

Pour chaque année, cette cotisation est calculée sur la masse des salaires bruts payés à l'ensemble du personnel occupé au cours de la période couverte par le dernier trimestre de l'année précédente et les deux premiers trimestres de l'année en cours.

Le paiement de la cotisation visée au présent article et destinée au paiement de l'allocation complémentaire de vacances est indépendant de la cotisation due en vertu des dispositions reprises sous le chapitre V des présents statuts.

Les employeurs liés par la CCT 2007-2010 s'engagent à prendre des mesures en vue de provisionner les fonds sociaux en cas de diminution excessive des réserves.

L'évolution des réserves sera analysée au cours du 1^{er} trimestre de chaque année civile, et ce, à partir de 2008. Le référentiel est le montant des réserves au 31 décembre 2006.

Par diminution excessive des réserves nécessitant des mesures de sauvegarde, il faut entendre une diminution moyenne supérieure à 5 % pendant les six derniers mois; le plancher absolu entraînant un approvisionnement automatique afin de les stabiliser étant une diminution de 50 % par rapport au 31 décembre 2006.

Les points relatifs aux fonds sociaux et aux cotisations y afférentes doivent faire l'objet d'une approbation par le comité de gestion des fonds.

Article 31.-

Afin de permettre au secrétariat du Fonds de calculer le montant de l'allocation complémentaire de vacances due à chaque bénéficiaire, les employeurs sont tenus de fournir les renseignements nécessaires à cet effet conformément aux décisions prises dans ce but par le Comité de gestion du Fonds.

SECTION 5.- LIQUIDATION DES ALLOCATIONS

ALLOCATIONS SOCIALES

Article 32.-

Le paiement des allocations complémentaires de chômage est effectué par les soins et au siège des organismes payeurs désignés par le Comité de gestion du Fonds. Ces organismes payeurs sont chargés d'effectuer le paiement des allocations dues à tous les bénéficiaires; ils sont tenus d'afficher dans leurs locaux un avis déterminant les jours et heures au cours desquels ils effectuent le paiement des allocations.

Article 33.-

Les allocations sociales sont liquidées sous déduction de celles éventuellement octroyées par l'employeur.

Article 34.-

Les bénéficiaires d'allocations doivent introduire leur demande de paiement dans les trente jours qui suivent le mois de chômage, sauf cas de force majeure à apprécier par le Comité

de Gestion. Toute demande de paiement introduite plus de trois mois après le mois de chômage indemnisable n'est plus recevable.

ALLOCATIONS D'ACTIVITE

Article 35.-

Le paiement des allocations d'activité est effectué par l'un des organismes payeurs visés à l'article 32.

Article 36.-

Le paiement des allocations d'activité a lieu par application des modalités et moyennant utilisation des documents déterminés par le Comité de gestion dans les délais fixés par celui-ci.

Article 37.-

Les allocations d'activité, éventuellement octroyées par l'employeur sont déduites de celles allouées par le Fonds ou des allocations sociales octroyées sur la base des dispositions de la section 1.

INDEMNITE SPECIALE DE LICENCIEMENT

Article 38.-

Le paiement de l'indemnité spéciale de licenciement prévue aux articles 25 et 26 est effectué par l'un des organismes payeurs prévus à l'article 32.

Article 39.-

Le paiement de l'indemnité spéciale de licenciement se fait par application des modalités fixées par le Comité de gestion et dans les délais fixés par celui-ci dans le cadre d'une convention collective d'application.

JUSTIFICATION DES PAIEMENTS

Article 40.-

Le secrétariat du Fonds est chargé de remettre trimestriellement aux organismes payeurs les provisions nécessaires au paiement des allocations sociales.

Article 41.-

Dans les vingt premiers jours de chaque mois-chômage, les organismes payeurs font parvenir au secrétariat du Fonds :

- a) les prévisions des dépenses pour le mois à venir;

- b) le bordereau récapitulatif mensuel mentionnant notamment le solde enregistré au début du mois écoulé, les avances et les dépenses enregistrées au cours dudit mois et les nouveaux soldes en fin de ce même mois;
- c) le relevé des bénéficiaires immatriculés pour le mois écoulé;
- d) les relevés statistiques des bénéficiaires pour le mois écoulé;
- e) tous les documents prévus et établissant les droits des travailleurs ayant émarginé au Fonds au cours du mois écoulé.

Article 42.-

Le secrétariat du Fonds établit et tient à jour le fichier central de tous les ouvriers émarginés au Fonds.

Article 43.-

Le Comité de gestion se rend deux fois par an au siège des organismes payeurs pour y effectuer une visite de contrôle.

CHAPITRE IV.- GESTION

COMITE DE GESTION

Article 44.-

Le Fonds est géré par un Comité de gestion, composé paritairement d'un nombre pair de représentants d'employeurs et d'ouvriers (minimum 4 et maximum 8).

Les membres du Comité de gestion sont désignés – et ce, à concurrence d'une moitié pour chacun des deux groupes – respectivement par les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des travailleurs qui sont appelés à présenter des membres de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, à savoir actuellement : Febeltex et les sections régionales verviétoises de la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique, Textile, Vêtement et Diamant (F.G.T.B., Textile, Vêtement, Diamant) et de la C.S.C. Textura.

La durée du mandat des membres est de quatre ans.

Le mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membre de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01). Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la sous-commission paritaire appartenant au même groupe que le membre, dont le mandat prend fin.

Article 45.-

Le Comité de gestion désigne chaque année en son sein un président et un vice-président. Par alternance annuelle, la présidence est assurée les années paires, par un membre du Comité de gestion représentant les organisations syndicales et les années impaires, par un membre du Comité de gestion représentant les employeurs. Pour la vice-présidence, l'alternance est inversée.

Article 46.-

Le Comité de gestion se réunit aussi souvent que les intérêts du Fonds l'exigent, sur la convocation de son président. Celui-ci est tenu de convoquer le Comité à la demande de trois de ses membres.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des réunions du Comité de gestion sont établis par le secrétaire désigné par le Comité de gestion, signés par le président de séance et soumis à l'approbation du Comité de gestion. Les extraits ou copies de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou deux membres du Comité de gestion.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

Le vote n'est valable que si les deux tiers des membres représentant les employeurs et les deux tiers des membres représentant les travailleurs sont présents.

Un membre du Comité empêché pourra donner mandat par écrit à un de ses collègues de le représenter, sans qu'un membre de ce Comité puisse remplacer plus d'un collègue absent.

Article 47.-

Le Comité de gestion délègue à la Fédération Patronale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers l'administration du Fonds. Elle en assure la gestion journalière et exécute les décisions prises par le Comité de gestion.

Article 48.-

Le Comité de gestion examine et se prononce sur les rapports et documents qui lui sont communiqués par le secrétariat du Fonds. Le Comité de gestion a notamment pour mission de :

- a) proposer à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et ce, à l'échéance de chaque année civile, le taux de la cotisation à fixer par ladite sous-commission paritaire, pour l'année civile suivante s'il échet. A cet effet, le Comité de gestion prend en considération d'une part, le volume des rémunérations qui servent de base au calcul des cotisations et d'autre part, le coût des avantages sociaux dont le Fonds doit assurer le service, ainsi que le coût des frais d'administration, en ce compris l'application des articles 9 et 30;
- b) administrer le Fonds et prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) déterminer le montant des frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à les couvrir.
- d) présenter chaque année, dans le courant du mois de juin, à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, un rapport écrit sur sa gestion de l'exercice écoulé.
- e) désigner les organismes payeurs prévus à l'article 32.

Article 49.-

Les membres du Comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qui leur est imparti.

Article 50.-

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues au nom du Fonds et à la poursuite et la diligence du Président du Comité ou d'un membre du Comité de gestion délégué à cette fin.

Le Comité de gestion peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres, ou même à des tierces personnes.

Les actes de gestion journalière sont signés par les personnes désignées à cet effet par le Comité de gestion.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Comité de gestion a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer les signatures conjointes de deux membres, un de chaque groupe sans que ces membres ne doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.

Article 51.-

Le Fonds peut procéder juridiquement pour le recouvrement des cotisations et à cette fin, peut faire procéder aux saisies conservatoires et aux saisies d'exécution, y compris pour les Fonds suivants :

- Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers;
- Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 52.-

Le Comité de gestion a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des intérêts matériels et moraux du Fonds, sans préjudice toutefois de ceux réservés à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, par la loi ou par les présents statuts.

Le Comité de gestion peut notamment faire passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, acquérir, aliéner, prendre et donner à bail tous biens et immeubles nécessaires à la réalisation du but social, faire tous emprunts à court et à long terme, consentir tous droits réels sur les biens sociaux tant mobiliers qu'immobiliers, tels que privilèges, hypothèques, gages et autres, consentir la voie parée, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions, saisies et autres empêchements, avec ou sans constatation du paiement, renoncer à l'action résolutoire, nommer et révoquer tous directeurs ou collaborateurs, fixer leurs traitements, leurs attributions et le cas échéant, leur cautionnement, arrêter tous règlements d'ordre intérieur, compromettre et transiger.

COMMISSION CONSULTATIVE

Article 53.-

Une Commission consultative est créée au sein du Comité de gestion.

Elle est composée de deux membres patronaux et de deux membres ouvriers désignés par les organisations patronale et syndicales représentées à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 54.-

La Commission consultative a pour mission :

- 1°) d'examiner et de trancher tous les cas d'exclusion prévus par l'article 24;
- 2°) d'examiner et de trancher toutes les contestations visant les conditions d'admission, d'indemnisation et de limitation d'indemnisation;
- 3°) d'arrêter les modalités de paiement des allocations d'activité conformément à l'article 36.

CHAPITRE V.- FINANCEMENT

Article 55.-

Les avantages sociaux visés par les présents statuts sont financés par les cotisations patronales fixées au présent chapitre.

Sont redevables de la cotisation, toutes les entreprises relevant de la compétence de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, visées à l'article 5.

Article 56.-

A l'expiration de chaque année civile, la sous-commission paritaire compétente fixe, par application des articles 57 à 59, sur proposition du Comité de gestion du Fonds, le taux de la cotisation applicable pour l'année suivante s'il y a lieu.

Article 57.-

Sans pouvoir dépasser 4 % des salaires bruts payés par les entreprises assujetties, le taux de la cotisation est déterminé en fonction de l'importance des réserves du Fonds et ce, de la manière suivante :

<u>Montant de la réserve</u>	<u>Taux de la cotisation</u>
- à partir de 495.787,05 €	2,75 %
- de 322.261,58 € à moins de 495.787,05 €	3,00 %
- de 198.314,82 € à moins de 322.261,58 €	3,25 %
- de 123.496,76 € à moins de 198.314,82 €	3,75 %
- moins de 123.946,76 €	4,00 %

Article 58.-

Le taux de la cotisation due pour un exercice social est déterminé en fonction du montant de la réserve acquise à la clôture des comptes afférents à l'exercice social précédent.

Article 59.-

Si les recettes produites par les cotisations perçues sur base du taux maximum de 4 % sont insuffisantes pour faire face aux dépenses, le montant des allocations et les dispositions relatives à la durée d'indemnisation sont adaptés en conséquence, par décision de la sous-commission paritaire compétente rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 60.-

Les cotisations sont dues sur la totalité des salaires bruts payés aux ouvriers occupés dans l'entreprise.

Article 61.-

Le montant des cotisations est appelé au Fonds aux quatre dates suivantes de chaque année : 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre.

Les cotisations dues pour le trimestre doivent être payées par l'employeur au plus tard le dernier jour du trimestre en cours.

Article 62.-

Les cotisations trimestrielles dues par chaque employeur assujetti sont basées sur $\frac{1}{4}$ du volume des salaires bruts payés pendant l'année civile qui précède immédiatement l'exercice social.

Pour toute nouvelle entreprise ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, les cotisations sont perçues sur la base des salaires payés au cours du trimestre précédant celui qui couvre l'appel de Fonds, cette formule étant exceptionnellement appliquée jusqu'au moment où l'entreprise se trouve dans les conditions requises pour l'application des dispositions prévues à l'alinéa précédent et relatives aux bases de perception des cotisations.

Tout employeur assujetti est tenu de faire parvenir au Fonds, après l'expiration de chaque trimestre civil et au plus tard, le dernier jour du mois qui suit ce trimestre, une déclaration portant indication du volume des salaires payés pendant le trimestre échu.

Article 63.-

Le défaut de paiement des cotisations dans les délais fixés à l'article 61 donne lieu à déduction, par l'employeur, d'une majoration de 10 % de leur montant.

Les cotisations non payées à l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'appel de Fonds adressé à l'employeur donnent lieu, en outre, à déduction d'un intérêt de retard au taux de 10 % l'an, à partir de l'expiration dudit délai, jusqu'au jour de leur paiement.

Le défaut de paiement des cotisations dans le délai fixé par l'article 61 fera automatiquement l'objet d'une procédure en recouvrement desdites cotisations augmentées des majorations et intérêts de retard prévus au présent article.

L'employeur, qui par deux fois, aurait fait l'objet d'une procédure en recouvrement des cotisations, sera tenu indépendamment du paiement des cotisations trimestrielles prévues à l'article 61, de verser au Fonds, à titre provisionnel, une somme égale au montant de sa dernière cotisation trimestrielle.

En cas de force majeure dûment justifiée, le Comité de gestion du Fonds peut renoncer au paiement des majorations de cotisations et intérêts de retard.

CHAPITRE VI.- BILAN ET COMPTES

Article 64.-

L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 65.-

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

Le Comité de gestion, ainsi que le réviseur ou expert-comptable, désignés par la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue.

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers pendant le mois de juin au plus tard.

CHAPITRE VII.- DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 66.-

La dissolution du Fonds peut avoir lieu sur décision unanime de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers. En cas de dissolution, ladite sous-commission paritaire donne, à l'actif net de l'avoir social subsistant au moment de la dissolution, une affectation conforme à l'objet assigné au Fonds, suivant les dispositions des présents statuts.

Toutefois, si la sous-commission paritaire estime que l'affectation prévue ci-dessus est irréalisable ou simplement inopportune, ce dont elle est souverainement juge, - elle peut, sous réserve de l'exécution éventuelle de toutes clauses résolutoires ou de retour des biens, attribuer l'actif net de l'avoir social à telles personnes physiques ou morales qu'elle jugerait convenir.

La sous-commission paritaire désigne le ou les liquidateurs et ce, de préférence parmi les membres du Comité de gestion en fonction au moment où est décidée la liquidation; elle règle en même temps le mode de liquidation et détermine les pouvoirs ainsi que les émoluments éventuels du ou des liquidateurs.

Article 67.-

Les parties demandent que les présents statuts soient rendus obligatoires par arrêté royal.

Fait à Chaineux, le 26 novembre 2015.

"Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile de Verviers"

Gecoördineerde statuten

HOOFDSTUK I.

Benaming, zetel, doel, duur

Artikel 1. Er wordt vanaf 7 maart 1988 een fonds voor bestaanszekerheid opgericht "Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile de Verviers" genaamd en hieronder aangeduid door "het fonds".

Art. 2. De zetel van het fonds is gevestigd op het volgende adres : avenue du Parc 42, te 4650 CHAINEUX.

Art. 3. Het fonds heeft tot doel :

1. Het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de werklieden bedoeld in artikel 5;
2. het innen van de bijdragen, nodig voor de werking van het fonds;
3. het verzekeren van de betaling van de voordelen;
4. de financiering en de organisatie van vorming van werklieden door de organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01);
5. de financiering en de syndicale en socio-professionele vorming van de werklieden van de sector, evenals de informatieopdracht betreffende de toepassing van de wettelijke en conventionele bepalingen voor de werkgevers van de textielsector;
6. te zorgen voor de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973 gesloten in de Nationale Arbeidsraad betreffende de collectieve ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 6 augustus 1973, gewijzigd bij deze van 2 oktober 1975, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1 december 1975;
7. aan de representatieve organisaties de administratie- en beheerskosten betalen betreffende de betaling van de sociale voordelen;

8. de beroepsomscholing bevorderen van onvrijwillige werklozen en bijdragen tot het verzekeren van de uitvoering van maatregelen om dit te organiseren door middel van omscholingsdiensten.

Art. 4. Het fonds wordt voor onbepaalde tijd opgericht.

Elk van de in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties kan het opzeggen met een opzeggingstermijn van zes maanden betekenen per aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van voornoemd paritair comité.

HOOFDSTUK II. *Toepassingsgebied*

Art. 5. Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers en op de werklieden door hen tewerkgesteld die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01).

In deze statuten wordt onder "werklieden" verstaan : de werklieden en werksters en onder "werkman" verstaan : de werkman en werkvrouw.

HOOFDSTUK III.
*Rechthebbenden en toekennings- en
betalingsmodaliteiten*

Afdeling 1. Aanvullende werkloosheidsuitkeringen

Rechthebbenden

Art. 6. Om de bijkomende vergoedingen te kunnen genieten in geval van deeltijdse werkloosheid moeten de werklieden, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 17, de hoedanigheid hebben van werklieden die, in de zin van artikel 7, gewoonlijk arbeid in loondienst verrichten in de textielnijverheid van Verviers en het bewijs leveren dat zij zich in de loop van de laatste twee jaren aangesloten hebben bij een vrijwillige institutionele soldiariteitémarche.

Art. 7. Worden beschouwd als werklieden die gewoonlijk tewerkgesteld zijn in de textielnijverheid van Verviers, zij die tijdens de tijdspanne van zes maanden – stageperiode genoemd – die voorafgaat aan hun aanvraag om vergoeding zonder onderbreking in dienst zijn geweest van één of meer werkgevers van de textielnijverheid die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers vallen.

Art. 8. Worden uitgesloten van het recht op aanvullende werkloosheidsuitkeringen, de werklieden die :

1. een betrekking in de textielnijverheid en een beroep of een bijkomende activiteit cumuleren, op grond waarvan zij van het voordeel van de werkloosheidsverzekering uitgesloten zijn;
2. een stelsel van brugpensioen genieten of aanspraak kunnen maken op het recht op pensioen.

Bedrag en wijze van berekening

Art. 9. Het bedrag van de bijdrage dat trimestrieel door alle werkgevers verschuldigd is aan het "Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise" wordt verminderd tot 0,62 pct., en bijgevolg vastgelegd op 2,38 pct., vanaf 1 juli 2005 tot 31 januari 2007. Aangezien de vermindering met 0,62 pct. wordt verlengd van 1 februari 2007 tot 31 december 2010, blijft het percentage vastgesteld op 2,38 pct. voor de periode van 1 februari 2007 tot 31 december 2010.

De werkgevers die gebonden zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst 2007-2010 verbinden zich ertoe maatregelen te nemen om de sociale fondsen aan te vullen in geval van uitzonderlijke daling van de reserves.

De evolutie van de reserves zal geëvalueerd worden in de loop van het 1ste trimester van elk kalenderjaar en dit vanaf 2008.

De referentie is het bedrag van de reserves op 31 december 2006.

Onder "uitzonderlijke daling van de reserves die beschermingsmaatregelen vereisen" wordt verstaan : een gemiddelde daling die hoger is dan 5 pct. tijdens de laatste zes maanden; het absolute minimum dat een automatische bijpassing ter stabilisering tot gevolg heeft is een daling van 50 pct. tegenover 31 december 2006.

De punten betreffende de sociale fondsen en de bijdragen die erop betrekking hebben moeten goedgekeurd worden door het beheerscomité van het fonds.

Art. 10. De door het fonds toegekende aanvullende werkloosheidsvergoedingen zijn voorbehouden aan de werklieden die lid zijn van één van de representatieve werknemersorganisaties, die lid zijn van Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en het bewijs leveren dat zij zich in de loop van de laatste twee jaren aangesloten hebben bij een vrijwillige institutionele solidariteitsdémarche.

Art. 11. De werknemers in deeltijdse werkloosheid (6-dagenstelsel) genieten voor elke werkloosheidsdag een aanvullende werkloosheidsvergoeding van 4,96 EUR vanaf 1 januari 1999. Dit bedrag wordt op 5 EUR gebracht vanaf 1 juni 2003. Dit bedrag wordt op 5,50 EUR per dag gebracht vanaf 1 juni 2007 en zal 6 EUR per dag bedragen vanaf 2008.

Art. 12. § 1. De werkman die aan de in artikel 13 vermelde voorwaarden voldoet en wordt ontslagen door een onderneming die onder de toepassingsgebied valt van deze collectieve arbeidsovereenkomst, ontvangt per dag in het stelsel van de 6 dagenweek waarop hij aanspraak kan maken op wettelijke werkloosheidsuitkeringen een aanvullende werkloosheidsvergoeding van 2,48 EUR ten laste van het "Fonds d'assurance complémentaire de l'industrie textile de Verviers".

Dit bedrag wordt vanaf 1 juni 2003 op 2,50 EUR gebracht.

Deze uitkering wordt beperkt tot een maximum aantal dagen zoals bepaald in artikel 13. Sinds 1993 ontvangen de nieuwe rechthebbenden van 50 jaar en ouder een aanvullende werkloosheidsvergoeding van 2,48 EUR per dag. Dit bedrag wordt op 2,50 EUR gebracht vanaf 1 juni 2003.

Sinds 1 januari 1999 ontvangen zij deze aanvullende werkloosheidsvergoeding gedurende maximaal 100 maanden.

§ 2. Vanaf 2001 wordt een aanvullende werkloosheidsvergoeding van 3,72 EUR per dag (6-dagenstelsel) toegekend aan de werkman die wordt ontslagen voor om het even welke reden, behalve om dringende redenen, en die minstens de leeftijd van 54 jaar heeft bereikt op het ogenblik dat zijn contract afloopt en dit tot aan de leeftijd van het wettelijke pensioen. Deze vergoeding mag echter niet gecumuleerd worden met het stelsel van conventioneel brugpensioen, noch met het stelsel van wettelijk pensioen.

De werkman moet 40 jaar beroepsloopbaan bewijzen waarvan 20 jaar in de textielsector en moet uitkeringsgerechtigd werkloos zijn.

Art. 13. Om aanspraak te maken op de in artikel 2 bepaalde werkloosheidsuitkering moet de werkman aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. aangeworven zijn voor onbepaalde duur;

2. in het kader van de verbintenis van onbepaalde duur, minstens een jaar ononderbroken anciënniteit hebben in de onderneming op het ogenblik van de kennisgeving van het ontslag;
3. ontslagen zijn om een andere dan dringende reden.

Art. 14. Rekening houdend met het feit dat de leeftijd vaak een bepalende factor is in het zoeken naar ander werk wordt de in artikel 12, § 1 bepaalde aanvullende werkloosheidsvergoeding toegekend gedurende het hieronder vermeld en bij overeenkomst vastgesteld maximum aantal maanden :

a) bij ontslag ten gevolge van sluiting of herstructurering, wegens afslanking of wegens productiviteitsverhoging :

- werkmán jonger dan 30 jaar : 12 maanden;
- werkmán van 30 jaar tot 40 jaar : 18 maanden;
- werkmán van 40 jaar tot 50 jaar : 60 maanden;
- werkmán van minstens 50 jaar : 100 maanden.

b) bij ontslag om een andere reden dan vermeld onder 1) :

- werkmán jonger dan 30 jaar : 4 maanden;
- werkmán van 30 jaar tot 40 jaar : 6 maanden;
- werkmán van 40 jaar en ouder : 12 maanden.

De maximumtermijnen van toekenning worden bepaald in functie van de leeftijd die de rechthebbende bereikt op het ogenblik van de kennisgeving van de afdanking (met of zonder opzegging).

Art. 15. Wanneer bij wedertewerkstelling in de textielnijverheid de werkmán opnieuw wordt ontslagen, wordt bij de bepaling van het aantal maanden schadeloosstelling rekening gehouden met de aard van het ontslag en met de vereiste leeftijd bij dit laatste ontslag, mits aftrek evenwel van de reeds genoten dagen bijkomende werkloosheidsvergoeding ingevolge het (de) vorige ontslag(en).

- De maximumtermijnen van uitkering beginnen te lopen vanaf en in functie van de leeftijd bereikt op de eerste dag die recht geeft op de werkloosheidsvergoeding.

- Het krediet aan dagen aanvullende werkloosheidsvergoeding waarop de werkmán recht heeft overeenkomstig artikel 14 kan worden uitgeput zonder tijdslimiet tenzij de rechthebbende is tewerkgesteld in een andere bedrijfstak in welk geval het recht op het nog niet opgenomen krediet vervalt na twee jaar tewerkstelling.
- Het recht op de aanvullende werkloosheidsvergoeding vervalt in geval van brugpensioen.

Art. 16. Een aanvullende vergoeding van 2,48 EUR per dag (stelsel 6-dagenweek) wordt toegekend gedurende een tijdspanne van maximaal 36 maanden aan de langdurig zieke werklíeden die voor om het even welke reden ontslagen zijn, behalve om dringende redén, gedurende de periode die gedekt is tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000.

De toekenning van deze aanvullende vergoeding wordt stilzwijgend verlengd voor 2001-2002 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 1999 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juni 1999 voor de jaren 1999-2000.

Deze vergoeding wordt vastgelegd op 2,50 EUR vanaf 1 juni 2003 en de toekenning van deze vergoeding wordt stilzwijgend verlengd voor 2003-2004 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 2003 en voor 2005-2006 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 augustus 2005 en voor 2007-2010 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2007.

Mag als langdurig zieke werkmán beschouwd worden, de werkmán die arbeidsongeschikt is gedurende een ononderbroken tijdspanne van minimaal 6 maanden omwillen van ziekte of ongeval van gemeen recht.

Voorwaarden voor de vergoeding

Art. 17. Om op de vergoedingen aanspraak te kunnen maken, moet de werkmán :

1. het bewijs leveren dat hij aan de toelatingsvoorwaarden voldoet. Wanneer hij niets van het fonds heeft ontvangen gedurende de zes maanden die zijn aanvraag om vergoeding voorafgaan, moet hij opnieuw bewijzen dat hij aan de voorwaarden voldoet;

2. geen arbeid meer verrichten en geen loon meer genieten wegens omstandigheden buiten zijn wil en uit dien hoofde de wettelijke werkloosheidsvergoedingen ontvangen voor de werkloosheidsdagen welke er het gevolg van zijn. De werkmán die verplicht is een verlengde stage door te maken voor de werkloosheidsverzekering, wordt gelijkgesteld met de werkmán die werkelijk de werkloosheidsvergoedingen geniet vanaf het oogenblik dat hij kan bewijzen dat hij in dienst is van werkgevers die sinds zes opeenvolgende maanden bijdrageplichtig zijn;
3. wanneer hij volledig werkloos is, elke werkaanbieding die hem wordt aangeboden aanvaarden;
4. niet weigeren een overeenkomst aan te gaan inzake "tijdelijke overplaatsing" overeenkomstig de ter zake bedongen bepalingen;
5. verklaren dat hij de mogelijkheden tot herscholing, welke hem door het fonds zouden worden geboden, aanvaardt.

Formaliteiten

Art. 18. De werkgever moet aan de werkmán die voor de eerste maal een aanvraag indient om de vergoedingen te genieten, een attest afleveren dat overeenstemt met het door het beheerscomité van het fonds vastgestelde model, waarbij wordt bewezen dat de aanvrager voldoet aan de bij artikel 7 bepaalde voorwaarden betreffende de stage.

Dit attest moet worden vernieuwd telkens als de tijdsperiode van vergoeding langer dan zes maanden wordt onderbroken.

Art. 19. De werklíeden die de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt en geen aanspraak kunnen maken op het volledige pensioen en die om de vergoedingen van het fonds verzoeken daar zij verder blijven werken, moeten aan één van de uitbetalingsinstellingen een attest overleggen.

Art. 20. Worden uitgesloten van het voordeel van de bijkomende werkloosheidsvergoeding :

1. de werklíeden die uitgesloten zijn van de wettelijke werkloosheidsverzekering. De duur van de uitsluiting stemt overeen met die van de uitsluiting van de wettelijke werkloosheidsverzekering, behalve de onder 2 en 3 hierna bedoelde gevallen van uitsluiting;

2. de werklieden die werkloos worden ten gevolge van vrijwillige afstand van het werk. De duur van deze uitsluiting valt samen met de tijdspanne van uitsluiting van de wettelijke werkloosheidsverzekering, onder voorbehoud van andere maatregelen welke ten opzichte van de betrokkenen zouden worden getroffen;
3. de werklieden die als werklozen de hun aangeboden tewerkstelling weigeren. De duur van de uitsluiting valt samen met de tijdspanne van uitsluiting van de wettelijke werkloosheidsverzekering, onder voorbehoud van andere maatregelen welke ten opzichte van de betrokkene worden getroffen;
4. de werklieden die weigeren een overeenkomst inzake tijdelijke overplaatsing te aanvaarden. De duur van de uitsluiting loopt over een vaste tijdspanne in functie van elementen eigen aan elk bijzonder geval;
5. de werklieden die weigeren de hen geboden omscholingsmogelijkheden te aanvaarden. De duur van de uitsluiting loopt over een vaste tijdspanne in functie van elementen eigen aan elk bijzonder geval.

Art. 21. De uitsluitingen van de voordelen van het fonds worden uitgesproken door het beheerscomité van het fonds, binnen de vijftien dagen na de feiten die deze uitsluitingen verantwoorden.

Afdeling 2. Activiteitsvergoedingen

Art. 22. Vanaf 1999 kunnen de werklieden tewerkgesteld bij een bijdrageplichtige werkgever en die verbonden zijn aan een representatieve werknemersorganisatie aanspraak maken op een jaarlijkse activiteitsvergoeding ter hoogte van 89,24 EUR.

Vanaf 2001 wordt het bedrag van deze vergoeding gebracht op 114,03 EUR, op 122 EUR vanaf 2003 en op 127 EUR vanaf 2007.

Deze vergoeding wordt ook toegekend aan de tijdens het refertedienstjaar gepensioneerde werklieden en aan de werklieden die tijdens het refertedienstjaar worden ontslagen, behalve om dringende reden, evenals voor de vijf op het referentiedienstjaar volgende jaren tenzij ze een andere activiteit hebben ondernomen.

Deze activiteitsvergoeding wordt toegekend aan de bruggepensioneerden tot op de leeftijd van het pensioen, zonder dat die lager mag zijn dan diegene die werd toegekend overeenkomstig de bestaande statutaire bepalingen van het "Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise".

Deze vergoeding kan niet gecumuleerd worden met een gelijkaardig sociaal voordeel waarop deze werklieden aanspraak kunnen maken bij een andere werkgever.

Art. 23. Vanaf 1 januari 1999 worden de vergoedingen jaarlijks uitbetaald voor de Duitstalige ondernemingen en halfjaarlijks voor de andere ondernemingen.

Art. 24. De in artikel 20 bedoelde werklieden verliezen het recht op de activiteitsvergoeding in geval van overtreding van de conventionele bepalingen die de arbeidsvrede waarborgen en van die betreffende de verhoging van de productiviteit. Deze maatregel geldt voor de gehele duur van de overtreding.

Afdeling 3. Vergoeding in geval van collectief ontslag

Art. 25. De werklieden die het slachtoffer zijn van collectieve ontslagen in de zin van de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op 8 mei 1973 in de Nationale Arbeidsraad, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1 december 1974 en gewijzigd bij deze van 2 oktober 1975, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1 december 1975, genieten ten laste van het fonds de vergoedingen bepaald bij voornoemde overeenkomst.

Het secretariaat van het fonds zendt per kwartaal aan de betrokken werkgever een staat van de betalingen verricht bij toepassing van voormelde overeenkomst, met dien verstande dat de werkgever verplicht is aan het fonds de sommen terug te betalen die hij aldus heeft uitbetaald aan de door hem ontslagen werklieden wier ontslag wordt geregeld bij voornoemde overeenkomst.

Iedere werkman die wordt getroffen door een maatregel van collectief ontslag zoals hierboven wordt bepaald, kan de vergoedingen toegekend ter uitvoering van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973 en de in afdeling 1 van deze statuten bedoelde aanvullende vergoedingen niet samenvoegen.

Art. 26. Iedere werkman die wordt getroffen door een maatregel van collectief ontslag, die niet voortvloeit uit de toepassing van de overeenkomst van 8 mei 1973, maar uit een van de hieronder vermelde redenen, geniet een bijzondere vergoeding ten laste van het "Fonds d'Assurance Complémentaire" :

1. ontslagen die te wijten zijn aan het feit dat, wegens het werkloosheidspercentage, de werkgever niet meer in staat is de gedeeltelijke arbeid te organiseren binnen de bij de wet voorgeschreven grenzen betreffende de arbeidsovereenkomsten en dat hij wordt genoodzaakt de personeelsbezetting in te krimpen;

2. ontslagen wegens een aanpassing van de personeelssterkte van de onderneming die het gevolg is van een vermindering van de bedrijvigheid van bestendige aard;
3. ontslagen wegens een rationalisatie van de arbeid in de onderneming;
4. ontslagen wegens een sluiting van de onderneming waarop de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de ontslagen werknemers in geval van sluiting van ondernemingen niet van toepassing is.

Het bedrag van de in voormelde gevallen toegekende speciale vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

Anciënniteit in de onderneming	Bedrag van de vergoeding
1 jaar tot minder dan 10 jaar	74,37 EUR
10 jaar tot minder dan 20 jaar	111,55 EUR
20 jaar en meer	173,53 EUR

Deze vergoeding wordt evenwel in geen geval toegekend aan de werklieden die om de in 1., 2. en 3. hierboven bedoelde redenen worden ontslagen en aanspraak kunnen maken op de vergoeding bepaald bij de wet van 28 juni 1966.

Afdeling 4. Aanvullend vakantiegeld

Art. 27. Elke werkman die tijdens de in aanmerking te nemen referentieperiode vastgesteld bij artikel 28 in dienst is of is geweest van een tegenover het fonds bijdrageplichtige onderneming, kan aanspraak maken op een aanvullend vakantiegeld ten laste van het fonds.

Art. 28. Het jaarlijks aanvullend vakantiegeld is gelijk aan het product van de vermenigvuldiging van een forfaitair dagelijks bedrag dat is vastgesteld door het beheerscomité van het fonds, met het aantal dagen waarop de werkman werkelijk heeft gewerkt tijdens de tijdspanne gedekt door het 4de kwartaal van het jaar dat voorafgaat aan dat waarvoor wordt betaald en de eerste drie kwartalen van het jaar van uitbetaling.

Het basisbedrag dat als basis dient voor de berekening van het aanvullende vakantiegeld wordt vastgelegd vanaf 1999 op 5,70 EUR per gewerkte dag, met inbegrip van de dagen betaald educatief verlof, en op 2,97 EUR per gelijkgestelde dag.

Vanaf 2001 wordt dit basisbedrag vastgelegd op 5,95 EUR per gewerkte dag, met inbegrip van de dagen betaald educatief verlof, en op 3,22 EUR per gelijkgestelde dag.

Vanaf 2003 wordt dit basisbedrag vastgelegd op 6,20 EUR per gewerkte dag, met inbegrip van de dagen betaald educatief verlof, en op 3,40 EUR per gelijkgestelde dag.

Vanaf 2005 wordt dit basisbedrag vastgelegd op 6,45 EUR per gewerkte dag, met inbegrip van de dagen betaald educatief verlof, en op 3,54 EUR per gelijkgestelde dag.

Vanaf 2007 wordt dit basisbedrag vastgelegd op 7,4145 EUR per gewerkte dag, met inbegrip van de dagen betaald educatief verlof, en op 3,88 EUR per gelijkgestelde dag.

Vanaf 2009 wordt dit basisbedrag vastgelegd op 7,63 EUR per gewerkte dag, met inbegrip van de dagen betaald educatief verlof, en op 3,99 EUR per gelijkgestelde dag.

Worden beschouwd als effectieve arbeidsdagen voor de berekening van het aanvullend vakantiegeld :

- de dagen arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval;
- de dagen inhaalrust die worden toegekend bij toepassing van de overeenkomst betreffende de arbeidsduurvermindering;
- de dagen afwezigheid om deel te nemen aan cursussen vakbondsopleiding die worden betaald door de werkgever, maar terugbetaald door het "Fonds d'Assurance Complémentaire";
- de dagen betaald educatief verlof.

Worden vanaf 1999 beschouwd als gelijkgestelde dagen :

- 10 dagen economische werkloosheid per werknemer en per jaar; gebracht op 15 dagen vanaf 2003 en op 20 dagen vanaf 2005 en op 30 dagen vanaf 2007;

- de eerste 290 werkdagen tijdens de welke het contract geschorst wordt wegens ziekte; gebracht op 285 dagen vanaf 2003 en op 280 vanaf 2005 en op 270 dagen vanaf 2007;

- de dagen bevallingsrust.

Art. 29. Het bijkomende vakantiegeld wordt rechtstreeks uitbetaald door het secretariaat van het "Fonds d'Assurance Complémentaire" en dit jaarlijks tijdens de eerste helft van de maand december. Iedere klacht van de gerechtigden met betrekking tot de betaling van het aanvullende vakantiegeld is ontvankelijk voor zover zij wordt ingediend bij het secretariaat van het fonds in de loop van het eerste kwartaal van het kalenderjaar dat volgt op het jaar waarvoor wordt betaald.

Art. 30. De toekenning van het aanvullende vakantiegeld wordt gefinancierd door een bijdrage die ieder kwartaal door alle bijdrageplichtige werkgevers verschuldigd is aan het "Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise" en waarvan het bedrag sinds 1999 is vastgesteld op 12,81 pct. Dit bedrag werd verminderd met 0,63 pct. en werd dus vastgelegd op 12,18 pct. vanaf 2003 en bleef behouden op 12,18 pct. vanaf 31 januari 2010.

Ieder jaar wordt deze bijdrage berekend op de bruto loonmassa die wordt uitbetaald aan al het personeel dat tewerkgesteld is tijdens het laatste kwartaal van het vorige jaar en de eerste twee kwartalen van het lopende jaar.

De betaling van de in dit artikel bedoelde bijdrage die bestemd is voor de betaling van het aanvullende vakantiegeld is niet afhankelijk van de bijdrage die verschuldigd is krachtens de bepalingen opgenomen in hoofdstuk V van deze statuten.

De werkgevers die gebonden zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst 2007-2010 verbinden zich ertoe maatregelen te nemen om de sociale fondsen aan te vullen in geval van uitzonderlijke daling van de reserves.

De evolutie van de reserves zal elk kalenderjaar geanalyseerd worden in de loop van het 1ste kwartaal en dit vanaf 2008.

De referentie is het bedrag van de reserves op 31 december 2006.

Onder uitzonderlijke daling van de reserves die beschermingsmaatregelen vereisen wordt verstaan : een gemiddelde daling die hoger is dan 5 pct. tijdens de laatste zes maanden; het absolute minimum dat een automatische bijpassing ter stabilisering tot gevolg heeft is een daling van 50 pct. tegenover 31 december 2006.

De punten betreffende de sociale fondsen en de bijdragen die erop betrekking hebben moeten goedgekeurd worden door het beheerscomité van het fonds.

Art. 31. Om het secretariaat van het fonds in staat te stellen het bedrag te berekenen van het aanvullend vakantiegeld dat aan iedere gerechtigde verschuldigd is, moeten de werkgevers de noodzakelijke inlichtingen verstrekken, overeenkomstig de daartoe door het beheerscomité van het fonds genomen beslissingen.

Afdeling 5. Uitbetaling van de vergoedingen

Sociale uitkeringen

Art. 32. De aanvullende werkloosheidsvergoedingen worden uitbetaald door en op de zetel van de uitbetalingsinstellingen die door het beheerscomité van het fonds worden aangewezen. Deze uitbetalingsinstellingen zijn ermee belast de aan alle gerechtigden de verschuldigde vergoedingen uit te betalen; zij moeten in hun kantoren een bericht aanplakken met de dagen en uren waarop zij de vergoedingen uitbetalen.

Art. 33. De sociale uitkeringen worden uitbetaald na aftrek van deze die eventueel door de werkgever worden toegekend.

Art. 34. De uitkeringsgerechtigden moeten hun aanvraag om uitbetaling indienen binnen de dertig dagen die volgen op de maand van werkloosheid, behoudens gevallen van overmacht die door het beheerscomité worden vastgesteld. Elke aanvraag om uitbetaling die meer dan drie maanden na de vergoedbare maand van werkloosheid wordt ingediend, is niet meer ontvankelijk.

Activiteitsvergoedingen

Art. 35. De betaling van de activiteitsvergoedingen gebeurt door één van de in artikel 32 bedoelde uitbetalingsinstellingen.

Art. 36. De activiteitsvergoedingen worden uitgekeerd bij toepassing van de voorwaarden en door gebruik te maken van de documenten die zijn bepaald binnen de door het beheerscomité vastgestelde termijnen.

Art. 37. De activiteitsvergoedingen die eventueel door de werkgever worden toegekend, worden afgehouden van deze die door het fonds worden toegekend of van de sociale uitkeringen die krachtens de bepalingen van afdeling 1 worden toegekend.

Bijzondere ontslagvergoeding

Art. 38. De in artikelen 25 en 26 bepaalde bijzondere ontslagvergoeding wordt uitbetaald door één van de in artikel 32 bedoelde uitbetalingsinstellingen.

Art. 39. De bijzondere ontslagvergoeding wordt uitbetaald bij toepassing van de door het beheerscomité vastgestelde voorwaarden en binnen de bij collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing door het beheerscomité vastgestelde termijnen.

Rechtvaardiging van de uitbetalingen

Art. 40. Het secretariaat van het fonds wordt ermee belast aan de uitbetalingsinstellingen driemaandelijks de voor de uitbetaling van de sociale uitkeringen nodige gelden ter beschikking te stellen.

Art. 41. De uitbetalingsinstellingen verstrekken aan het secretariaat van het fonds binnen de eerste twintig dagen van elke maand werkloosheid de volgende inlichtingen :

- a. de voorziene uitgaven voor de volgende maand;
- b. de samenvattende maandstaat, met inzonderheid de vermelding van het bij het begin van de voorgaande maand geboekte saldo, de in de loop van die maand ingeschreven voorschotten en uitgaven en de nieuwe saldo's op het einde van diezelfde maand;
- c. de namenlijst van de ingeschreven gerechtigden van de voorgaande maand;

- d. de statistische opgave van de gerechtigden van de voorgaande maand;
- e. al de voorgeschreven documenten welke de rechten vaststellen van de werklieden die tijdens de afgelopen maand van het fonds steun ontvingen.

Art. 42. Het secretariaat van het fonds maakt voor alle werklieden die van het fonds steun genieten steekkaarten op en houdt ze regelmatig bij.

Art. 43. Het beheerscomité van het fonds begeeft zich tweemaal per jaar naar de zetel van de uitbetalingsinstellingen om er een controle uit te voeren.

HOOFDSTUK IV. *Beheer*

Beheerscomité

Art. 44. Het fonds wordt beheerd door een beheerscomité dat paritair samengesteld is uit vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers (minimaal 4 en maximaal 8).

De leden van het beheerscomité worden aangeduid - a rato van de helft voor elk van de twee groepen - respectievelijk door de representatieve beroepsorganisaties van de werkgevers en van de werknemers die de leden van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers moeten voordragen, te weten momenteel :

Febeltex en de regionale afdelingen van Verviers van het Algemeen Belgisch Vakverbond Textiel, Kleding en Diamant (A.B.V.V. Textiel), Kleding en Diamant) en van het A.C.V. Textura.

De duur van het mandaat van de beheerders bedraagt vier jaar.

Het mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01). In dat geval worden zij vervangen door een lid van het paritair subcomité dat behoort tot dezelfde groep als het lid waarvan het mandaat een einde nam.

Art. 45. Elk jaar duidt het beheerscomité in zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Via een jaarlijkse beurtrol zal het voorzitterschap tijdens de even jaren worden uitgeoefend door een lid van het beheerscomité dat de vakorganisaties vertegenwoordigt en de oneven jaren door een lid van het beheerscomité dat de werkgevers vertegenwoordigt. Voor het ondervoorzitterschap is de beurtrol omgekeerd.

Art. 46. Het beheerscomité vergadert wanneer de belangen van het fonds het vereisen op uitnodiging van de voorzitter. Deze is verplicht de raad bijeen te roepen op vraag van drie van zijn leden.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden.

De notulen van de vergaderingen van het beheerscomité worden opgemaakt door de door het beheerscomité aangewezen secretaris, ondertekend door de voorzitter van de vergadering en ter goedkeuring voorgelegd aan het beheerscomité. De uittreksels of kopieën van deze notulen, die door rechtbanken of andere instanties kunnen worden geëist, worden ondertekend door de voorzitter of door twee leden van het beheerscomité.

De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

De stemming is enkel geldig indien twee derden van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen en twee derden van de leden die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig zijn.

Een lid van de raad dat verhinderd is kan schriftelijk een mandaat geven aan een van zijn collega's om hem te vertegenwoordigen, zonder dat een lid van deze raad meer dan een afwezige collega kan vervangen.

Art. 47. Het beheerscomité delegeert aan de Werkgeversfederatie van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers de administratie van het fonds. Zij verzekert het dagelijkse beheer en voert de beslissingen uit die genomen zijn door het beheerscomité.

Art. 48. Het beheerscomité onderzoekt en spreekt zich uit over de verslagen en de documenten die worden meegedeeld door het secretariaat van het fonds. Het beheerscomité heeft meer bepaald als taak :

- a. indien nodig, het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers bij het verstrijken van elk kalenderjaar voor te stellen de hoogte van de bijdrage vast te stellen voor het volgende kalenderjaar. Hiervoor neemt het beheerscomité enerzijds het volume van de vergoedingen in aanmerking die als basis dienen voor de berekening van de bijdragen en anderzijds de kosten van de sociale voordelen waarvoor het fonds de dienst moet verzekeren, evenals de administratiekosten, met inbegrip van de toepassing van de artikelen 9 en 30;
- b. het fonds beheren en alle nodige maatregelen nemen voor de goede werking ervan;
- c. het bedrag en de inningsvoorwaarden bepalen van de administratiekosten, evenals het evenredige bedrag van de jaarlijkse ontvangsten dat moet dienen om deze te dekken;
- d. elk jaar, in de loop van de maand juni, een schriftelijk verslag voorleggen aan het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers over haar beheer van het afgelopen boekjaar;
- e. de uitbetalingsinstellingen aanwijzen bepaald in artikel 32.

Art. 49. De leden van het beheerscomité gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan betreffende de verbintenissen van het fonds.

Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het beheersmandaat dat hen is toegekend.

Art. 50. De gerechtelijke handelingen, zowel als eiser als verweerder, worden ondernomen uit naam van het fonds op vervolging en benaerstiging van de voorzitter of van een lid van het beheerscomité.

Het beheerscomité kan bijzondere en welomschreven bevoegdheden overdragen aan een of meer van zijn leden of zelfs aan derden.

De handelingen van dagelijks beheer worden ondertekend door de personen die daartoe aangewezen zijn door het beheerscomité.

Voor alle andere handelingen dan die waarvoor het comité bijzondere opdrachten heeft gegeven, volstaat de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één van iedere groep, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken, opdat het fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden.

Art. 51. Het fonds kan juridisch optreden voor de inning van de bijdragen en daarvoor laten overgaan tot bewarend en uitvoerend beslag, met inbegrip van de volgende fondsen :

- "Paritaire compensatiekas voor de sociale instellingen van de textielnijverheid in Verviers";
- "Fonds voor bestaanszekerheid van de textielnijverheid van het administratief arrondissement Verviers".

Art. 52. Het beheerscomité heeft de meest uitgebreide bevoegdheden voor het bestuur en het beheer van de materiële en juridische belangen van het fonds, ongeacht die welke door de wet of door deze statuten aan het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers voorbehouden zijn.

Het beheerscomité mag hiervoor in het bijzonder alle contracten en overeenkomsten sluiten en verlijden, alle roerende en onroerende goederen die nodig zijn om het sociaal doel te bereiken, kopen, verkopen, ruilen, verwerven, overdragen, huren en verhuren, alle leningen op korte of lange termijn aangaan, alle werkelijke rechten zowel op de roerende als onroerende goederen toestaan, zoals voorrechten, hypotheeken, panden en andere, toestemmen in de dagelijkse uitwinning, handlichting verlenen van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, alsmede alle opdrachten tot betaling, overschrijving, beslaglegging of andere beletselen, met of zonder vaststelling van betaling, doen betekenen, afzien van de rechtsvordering tot ontbinding, alle directeurs of medewerkers benoemen en afzetten, hun wedden en hun bevoegdheden vaststellen en, desnoods, hun borgstelling, alle huishoudelijke reglementen vastleggen, dadingen treffen en compromissen aangaan.

Raadgevende commissie

Art. 53. Er wordt een raadgevende commissie opgericht in de schoot van het beheerscomité.

Zij wordt samengesteld uit twee leden van de werkgevers en uit twee leden van de werknemers, aangewezen door de werkgevers- en vakbondsorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Art. 54. De raadgevende commissie heeft als taak :

1. alle uitzonderingsgevallen bepaald door artikel 24 te onderzoeken en hierover te beslissen;
2. alle betwistingen te onderzoeken en hierover te beslissen met bepaald de toekenningsvoorwaarden, de uitbetalingsvoorwaarden en de uitbetalingsbeperking;
3. de betalingsmodaliteiten van de activiteitsvergoedingen te bepalen, overeenkomstig artikel 36.

HOOFDSTUK V. *Financiering*

Art. 55. De in deze statuten bedoelde sociale voordelen worden gefinancierd door de in dit hoofdstuk vastgestelde werkgeversbijdragen.

De bijdrage is verschuldigd door alle in artikel 5 bedoelde ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers vallen.

Art. 56. Na elk kalenderjaar stelt het bevoegd paritair subcomité, indien nodig, bij toepassing van de artikelen 57 tot 59 en op voorstel van het beheerscomité van het fonds het bedrag vast voor het volgende jaar toe te passen bijdrage.

Art. 57. Zonder 4 pct. van de door de bijdrageplichtige ondernemingen uitbetaalde brutolonen te mogen overschrijden, wordt het bedrag van de bijdrage, naargelang van de omvang van de reserves van het fonds, op de volgende wijze vastgesteld :

Bedrag van de reserve/Percentage van de vergoeding

- vanaf 495 787,05 EUR : 2,75 pct.;
- van 322 261,58 EUR tot minder dan 495 787,05 EUR : 3,00 pct.;
- van 198 314,82 EUR tot minder dan 322 261,58 EUR : 3,25 pct.;
- van 123 496,76 EUR tot minder dan 198 314,82 EUR : 3,75 pct.;
- minder dan 123 946,76 EUR : 4,00 pct.

Art. 58. De hoogte van de bijdrage die voor een sociaal boekjaar verschuldigd is, wordt bepaald in functie van het bedrag van de bereikte reserves bij het afsluiten van de rekeningen betreffende het vorige sociale boekjaar.

Art. 59. Als de ontvangsten uit de bijdragen die worden geïnd op grond van het maximumbedrag van 4 pct. ontoereikend zijn om de uitgaven te dekken, wordt het bedrag van de vergoedingen en de bepalingen betreffende de duur van de vergoeding dienovereenkomstig aangepast bij beslissing van het bevoegd paritair subcomité, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Art. 60. De bijdragen zijn verschuldigd op het totaal van de brutolonen die worden uitbetaald aan de door de onderneming tewerkgestelde werklieden.

Art. 61. Het bedrag van de bijdragen is aan het fonds verschuldigd op de volgende vier data van elk jaar : 1 maart, 1 juni, 1 september en 1 december.

De bedragen die verschuldigd zijn voor het verstreken kwartaal, moeten door de werkgever uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op dat kwartaal worden uitbetaald.

Art. 62. De driemaandelijke bijdragen zijn door iedere bijdrageplichtige werkgever verschuldigd op VA van het totale bedrag van de brutolonen die werden uitbetaald tijdens het kalenderjaar dat onmiddellijk aan het boekjaar voorafgaat.

Voor elke nieuwe onderneming die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers valt, worden de bijdragen geïnd op grond van de lonen die werden uitbetaald in de loop van het kwartaal dat voorafgaat aan het kwartaal waarop de oproep van het fonds betrekking heeft.

Deze formule wordt uitzonderlijk toegepast tot het ogenblik waarop de onderneming voldoet aan de voorwaarden voor de toepassing van de in het vorige lid bedoelde bepalingen betreffende de grondslagen voor de inning van de bijdragen.

Iedere bijdrageplichtige werkgever moet na het verstrijken van elk kwartaal in het kalenderjaar en uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op dit kwartaal bij het fonds een aangifte inleveren waarin het totaalbedrag van de tijdens het verstreken kwartaal uitbetaalde lonen wordt opgegeven.

Art. 63. Het niet betalen van de bijdragen binnen de bij artikel 61 vastgestelde termijnen geeft aanleiding tot betaling door de werkgever van een verhoging van hun bedrag met 10 pct. De niet-betaalde bijdragen bij het verstrijken van de dertig dagen die volgen op de datum van de bij de werkgever ingediende eis tot storting, geven bovendien aanleiding tot de betaling van een verwijlintrest ten belope van 10 pct. per jaar vanaf het verstrijken van deze termijn tot de dag van de betaling van deze bijdragen.

Het niet betalen van de bijdragen binnen de bij artikel 61 vastgestelde termijn, geeft automatisch aanleiding tot een procedure van invordering van deze bijdragen, verhoogd met de in dit artikel bepaalde verhogingen en verwijlintresten.

De werkgever tegen wie tweemaal een procedure tot invordering van de bijdragen wordt ingesteld, moet, behalve de uitbetaling van de in artikel 61 bedoelde driemaandelijke bijdragen, aan het fonds als voorschot een som storten die gelijk is aan zijn laatste driemaandelijke bijdrage.

In geval van behoorlijk bewezen overmacht, kan het beheerscomité van het fonds afzien van de betaling van de bijdrage verhogingen en nalatigheidinteressen.

HOOFDSTUK VI. *Balans en rekeningen*

Art. 64. Het boekjaar begint op 1 januari en sluit op 31 december.

Art. 65. De rekeningen van het vorige jaar worden afgesloten op 31 december. De sluiting en de balans moeten voldoende boekhoudkundig verduidelijkt worden.

Het beheerscomité, evenals de door het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers aangewezen revisor of accountant, stellen bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, jaarlijks elk een verslag op betreffende de uitvoering van hun taken tijdens het vorige jaar.

De balans en voornoemde jaarlijkse verslagen moeten ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers uiterlijk tijdens de maand juni.

HOOFDSTUK VII. *Ontbinding en vereffening*

Art. 66. De ontbinding van het fonds kan gebeuren bij éénparige beslissing van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers. In geval van ontbinding geeft dit paritair subcomité aan het netto actief van het maatschappelijk vermogen, dat overblijft op het ogenblik van de ontbinding, een bestemming in overeenstemming met het volgens de bepalingen van deze statuten aan het fonds toegewezen doel.

Indien het paritair subcomité echter oordeelt dat deze bovenvermelde bestemming onuitvoerbaar of gewoon ongepast is - en waarover het zich soeverein uitspreekt - kan het onder voorbehoud van de eventuele uitvoering van enig ontbindend beding of teruggave van goederen, het netto actief van het maatschappelijk vermogen toewijzen aan de natuurlijke of rechtspersonen die door genoemd comité geschikt worden geacht.

Het paritair subcomité wijst de vereffenaar of vereffenaars aan, bij voorkeur onder de leden van het beheerscomité op het ogenblik waarop tot de vereffening wordt besloten; het regelt tegelijkertijd de wijze van vereffening en bepaalt de bevoegdheden alsmede de eventuele bezoldiging van de vereffenaar of vereffenaars.

Art. 67. De partijen vragen dat deze statuten algemeen verbindend verklaard worden bij koninklijk besluit.